

front rouge

organe central
du

Parti Communiste Révolutionnaire (m.l.)

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

N° 152 17 AVRIL 1975 - CCP FRONT ROUGE 31.191.14 LA SOURCE - BP 161 75864 PARIS CEDEX 18 2,00 F

Les yankees ont fui Phnom-Penh. Le régime Thieu a été chassé complètement dans près de la moitié des provinces du Sud-Vietnam. Des combats, où Thieu engage une grosse partie de ses forces, ont lieu à Xuan-Loc, à 60 km de Saïgon. Pour masquer les défaites de plus en plus cuisantes de l'impérialisme US, la presse, la radio, la télévision, les hommes politiques de la bourgeoisie déchainent une gigantesque campagne contre les peuples indochinois, contre leur guerre juste pour reconquérir l'indépendance. Cette campagne doit être dénoncée partout.

QUI SONT LES MASSACREURS ?

« Deux millions de Khmers faméliques se demandent maintenant si les Rouges vont les libérer ou les anéantir » titre « Le Figaro ». « L'Aurore » est plus péremptoire : « Les 2 millions de réfugiés de Phnom-Penh restent dans le piège qui se referme sur eux. » « Plus de 200 000 Sud-Vietnamiens, dont les prises de position anti-communistes ont été immuables, seraient promis à une mort certaine. » 200 000, c'est le nombre des prisonniers politiques au Sud-Vietnam, détenus, torturés, assassinés par Thieu, ceux qu'il n'a jamais voulu libérer depuis la signature des Accords de Paris.

Ouvrément ou hypocritement, la presse bourgeoise suggère que les soulèvements populaires, les victoires des peuples d'Indochine préparent « un bain de sang ». Pas un ne rappellera que les massacres, c'est l'œuvre des impérialistes US, c'est My-Lai et des milliers d'autres villages dont la population a été décimée. Ce sont les bombardements au napalm. Ce sont les massacres de « Vietnamiens » au Cambodge quand le CIA mit au pouvoir Lon Nol : pendant des jours, le Mékong charria des cadavres, les victimes de la barbarie fantoche. Dans la réalité, les sept points du GRP offrent à tous la possibilité de participer à l'édification de la zone libérée : dans la réalité, les populations de Phnom-Penh et de Saïgon luttent, pied à pied, depuis des mois contre les régimes fantoches et non contre « le danger communiste » ; dans la réalité, c'est avec enthousiasme que la population instaure le pouvoir populaire dans les villes et dans les régions libérées au Vietnam et au Cambodge.

« L'HUMANITARISME » AU SERVICE DE L'AGRESSION

« Voici que sur nos écrans réapparaissent les foules hagardes des interminables tragédies orientales qui transhument depuis un demi-siècle, d'un massacre à l'autre avec une résignation qui donne envie de hurler... de hurler avec les loups, avec Gerald Ford, contre les victoires des peuples indochinois, c'est ce que montre la lettre échangée entre le vice-premier ministre et le premier ministre de Thieu :

« Le départ d'un très grand nombre d'orphelins va provoquer une profonde émotion dans le monde et, particulièrement, aux Etats-Unis et sera favorable au Vietnam du Sud (le régime fantoche NDLR). L'ambassade des Etats-Unis m'apportera son aide pour être sûr qu'ils quitteront le pays en très grand nombre. L'ambassadeur insiste sur le fait que, ajouté à l'évacuation des centaines de milliers de victimes de guerre, le départ des orphelins nous aidera à nous concilier favorablement l'opinion publique américaine. Quand ces enfants arriveront aux Etats-Unis, la presse, la télévision et la radio en rendront compte, ce qui aura une grande influence. »

Suite page 2

**Cambodge : l'ambassadeur US en fuite
Vietnam : le plan "d'évacuation" US, une
nouvelle menace contre le sud-vietnam**

**G.R.U.N.K.
A PHNOM PENH !**

**THIEU
DEMISSION !**

Sur l'aéroport de Phnom Penh, la fuite de l'ambassadeur US Dean...



en page 8.

**le début du
reportage de
nos envoyés
spéciaux au
portugal**

**monique chéran
jean lermet
tobias engel**

PORTUGAL

après la conquête des libertés démocratiques

les masses démasqueront ceux qui n'ont cessé de les exploiter

Reportage de M. Chéran, J. Larmet et T. Engel

Dans les cafés, dans les restaurants populaires, dans les autobus ou le métro, partout à Lisbonne, le peuple s'est mis à parler sans craindre d'avoir à côté de lui un agent de la PIDE ou de croupir en prison pour la moindre parole, pour les plus petits reproches au régime ; il ne pouvait faire confiance à personne. Aujourd'hui, « on peut parler ». Des ouvriers, que la répression terroriste forçait au silence avant le 25 avril, entament d'eux-mêmes les discussions politiques. Les journaux se vendent partout. Les affiches des partis se succèdent sur les murs, sur trois ou quatre épaisseurs. Il ne se passe pas de jour sans meeting. Les travailleurs de tous les secteurs, profitant de cette liberté nouvelle, distribuent des tracts annonçant qu'ici, ils occupent une maison vide pour pouvoir s'y rencontrer, discuter, organiser des réunions syndicales, là ils sont en train de mettre sur pied une crèche pour les enfants des employés de bureau... Tous veulent expliquer aux autres leurs initiatives, leur faire partager leurs expériences nouvelles. Cette liberté que la bourgeoisie portugaise a dû

leur concéder, ils s'en servent avec d'autant plus d'enthousiasme qu'elle leur a été refusée complètement pendant des années. Le 25 avril, comme nous l'a expliqué un soldat, le colonialisme portugais avait une corde au cou, tirée d'un côté par les peuples des colonies en lutte pour l'indépendance nationale, de l'autre par le peuple portugais qui manifestait d'une façon de plus en plus forte ses aspirations à la liberté, entraînait en lutte malgré la répression de la police et de l'armée fascistes. Le 25 avril, la bourgeoisie a été contrainte, pour prendre un bol d'oxygène, à transformer sa dictature fasciste, à accorder les libertés démocratiques au peuple portugais.

Au lendemain du coup d'Etat du 25 avril, le MFA avait promis des élections libres, démocratiques, qui se tiendraient un an après au plus tard. Aujourd'hui, la campagne électorale est partout, dans la rue, dans la presse, à la radio, à la télé. Une douzaine de partis sont en lice. Quand on met la télé, il est rare de ne pas tomber sur une émission de propagande électorale. En prin-

cipe, ils ont tous le même droit de parole, mais à une condition, ne pas attaquer le MFA. Déjà des organisations révolutionnaires se sont vu écarter des élections. Beaucoup ont encore des illusions sur les élections à la constituante, mais il n'est pas rare de voir des éléments du peuple expliquer ainsi leurs doutes : « des élections à la constituante, ça ne changera pas grand-chose. Le pouvoir est entre les mains du MFA. On nous dit que les élections sont une école politique pour le peuple, mais les décisions principales sont déjà prises, et c'est le MFA qui, de toute façon, est souverain. C'est lui qui proposera le Président de la République, c'est lui qui dira si les lois sont acceptées ou pas. Ici, au Portugal, on nous a parlé depuis toujours de la résurrection de Don Sébastien. Il doit nous apporter une ère de paix, de prospérité... Aujourd'hui, tous les hommes politiques sont des Don Sébastien, tous se présentent comme les sauveurs de la patrie. Mais pour nous les choses n'ont pas beaucoup changé ».

A travers ces discussions, on peut se rendre compte que beau-

coup se posent des questions sur tous ces hommes politiques, tous d'accord au moins en apparence avec les thèmes du MFA, qui se posent en défenseurs du peuple, de la démocratie...

Pas une affiche sans le mot « Povo ». Alors ?

Dans la vie quotidienne les masses éprouvent toujours les mêmes difficultés. Le chômage, il n'a pas diminué. La hausse des prix, la plus forte d'Europe. A la cantine de la TAP (transport aérien) qui emploie des milliers de mécanos, où nous avons pu assister à une assemblée générale, une grande affiche manuscrite faisait la liste

sables du fascisme. Ils se demandent pourquoi la police les a empêchés, dès le coup d'Etat, de punir les PIDE, pourquoi ces tortionnaires sont aujourd'hui dans des prisons dorées. Ils se demandent pourquoi, alors qu'il y a des lois pour mener à bien l'épuration, ils sont obligés de faire des piquets, comme au ministère du Logement, pour empêcher les fonctionnaires compromis d'entrer dans les bureaux. Ils se demandent pourquoi les capitalistes sont toujours là, pourquoi les parasites avec leurs maisons inhabitées sont protégés par la loi, qui interdit l'occupation des maisons vides. Pourquoi encore

tout augmente... ...sauf nos salaires

A la cantine de la TAP, où se tiennent les assemblées générales d'ouvriers et employés administratifs, une immense affiche, derrière la rangée des tables qui sert de tribunes :

« Qu'est-ce qui n'a pas augmenté ? Rien, sauf nos salaires. Jusqu'à quand ? ».

Pain : + 50 % (depuis le 25 avril 1974).
Sucre : + 300 %.
Morue : + 40 %.
Viande : + 40 %.
Poisson : + 50 %.
Gaz : + 20 %.
Transport : + 25 %.
Margarine : + 100 %.
Eau : + 25 %.
Beurre : + 100 %.
Bière : + 17 %.
Café : + 50 %.
Lait : + 30 %.
Huile d'olive : + 100 %.
Huile : + 100 %.

Journaux : + 80 %.
Tabac : + 50 %.
Essence : + 80 %.
Chaussures : + 50 %.
Vêtements : on ne peut plus acheter que des soldes tellement c'est cher.
Poste (timbres) : + 50 %.
Téléphone : + 75 %.
Appareils électriques : + 25 %.
Coiffeur : + 50 %.
Fruits : + 100 %.
Pâtisserie : + 80 %.
Savon : + 35 %.
Cinéma : + 70 %.
Légumes : + 100 %.

des augmentations et concluait ainsi : « tout a augmenté, et nos salaires ? ». Face aux besoins les plus urgents des masses, le gouvernement leur dit de patienter. Que ce soit pour les logements ou les salaires, il leur demande toujours d'avoir confiance dans le MFA, leur dit qu'il s'en occupe. Les révisionnistes qui, du temps du fascisme, réclamaient 6 000 escudos mensuels (aujourd'hui salaire minimum 3 300 escudos) maintiennent dans leur journal « Avante », dans leur propagande, les exhortent à travailler dur pour reconstruire l'économie nationale. Ils disent : « si nous avons autant de difficultés économiques aujourd'hui, c'est la faute du fascisme qui a laissé le Portugal dans un état arriéré. Dans ces circonstances, il est nécessaire de consentir des sacrifices ». Des augmentations de salaires, les patrons, selon eux, ne peuvent les payer. « Faire grève, c'est faire le jeu de la réaction ».

Malgré ces appels, de nombreuses luttes se sont engagées sur les salaires. Dans bien des cas, comme à la TAP, le gouvernement n'a pas hésité à envoyer les blindés (voir article TAP). La répression du gouvernement démocratique bourgeois, les masses de la périphérie de Lisbonne savent aussi ce que c'est. Quand elles ont occupé des bâtiments vides depuis des années à cause de leur prix exorbitant, alors que des familles s'entassaient dans des bidonvilles à quelques mètres de là, le gouvernement a envoyé des tanks. Si la répression n'est pas très brutale, si les soldats ne tirent pas comme ils le faisaient du temps du fascisme, ces démonstrations de forces militaires leur prouvent que la bourgeoisie est toujours présente, qu'elle n'est pas prête à céder sur l'essentiel. Ils voient que chaque fois qu'ils rentrent en lutte directement, la bourgeoisie montre ses dents.

Devant l'incapacité de la bourgeoisie à satisfaire leurs revendications élémentaires, beaucoup perdent une partie de leurs illusions et commencent à se demander qui est ce gouvernement qui se réclame du peuple et ne fait pas sérieusement la chasse à de nombreux respon-

on essaye de leur enlever leur arme principale dans l'usine, la grève.

Dans les casernes, les soldats aussi s'interrogent : pourquoi n'avons-nous pas le droit de faire de la politique, alors que le MFA tient lui-même le pouvoir, pourquoi emprisonne-t-on les soldats qui ont manifesté contre le CDS, en novembre, aux côtés des masses ? Pourquoi nous a-t-on interdit de manifester contre les manœuvres de l'OTAN ? Pourquoi a-t-on refusé certains délégués élus récemment pour l'assemblée générale du MFA, alors que c'étaient des anti-fascistes authentiques ? Pourquoi le départ de soldats pour l'Angola continuait-il, alors qu'on nous répète que la guerre est finie ? C'est parce qu'ils se posent toutes ces questions qu'ils ont refusé fréquemment d'intervenir contre les masses en lutte, malgré la menace de prison.

Si les masses commencent à s'interroger, c'est devant la différence qui existe entre les proclamations d'intention du gouvernement et ses actes. En cette période électorale, où tous les points de vue devraient en principe s'exprimer, la bourgeoisie a préféré, pour garder en main la situation, empêcher qu'on attaque le MFA. Aujourd'hui, il n'est pas possible de participer à la campagne électorale si l'on attaque publiquement le MFA, si l'on veut apporter une réponse aux questions des masses sur la cause principale de leur vie toujours misérable. Alors que des dizaines de fascistes courent toujours, près de 200 révolutionnaires sont en prison, dans des conditions de détention très dures.

La démocratie du MFA et du gouvernement provisoire s'arrête là où commencent les intérêts vitaux de la bourgeoisie. Une chose est claire aujourd'hui : une démocratie bourgeoise, issue d'un coup d'Etat au sein de l'armée bourgeoise et avec la participation des révisionnistes, ne peut en aucun cas répondre aux aspirations profondes du peuple portugais. Cependant, celui-ci se saisit, avec décision, des libertés concédées en vue de prendre le pouvoir en main, par son propre mouvement.



un exemple des menaces du MFA et des révisionnistes : la grève de la TAP

Les travailleurs de la TAP (Transports aériens portugais) ont été parmi les premiers à subir la répression du MFA et des révisionnistes : à ce titre, leur expérience a valeur d'exemple et dévoile la véritable nature du pouvoir portugais, notamment de sa composante révisionniste.

Sous le fascisme, les travailleurs de la TAP avaient déjà mené des luttes pour obtenir des augmentations de salaire. En 1973, pour briser leur grève suivie à 100 %, Caetano envoyait ses flics qui tiraient, faisant 1 mort et de nombreux blessés. Devant la violence de la répression, les ouvriers, réfugiés dans les avions, menacèrent de les faire sauter en cas de retour des flics. La direction dut céder et accorder des augmentations. Cette lutte eut beaucoup d'échos et les mouvements de grève se multiplièrent, en solidarité contre la répression sévère qui suivit la reprise : licenciements, arrestations, interrogatoires à la PIDE.

Après le 25 avril, l'administration fasciste est expulsée, une nouvelle direction est constituée, avec trois délégués des travailleurs et quatre désignés par le gouvernement. La bourgeoisie comptait ainsi bloquer les luttes, puisque le personnel avait des délégués à la direction. Peine perdue : les travailleurs ont très vite vu que les délégués ne défendaient pas leurs intérêts, aussi décident-ils de se lancer dans la lutte pour obtenir leurs revendications :

- expulsion de tous les représentants du fascisme,
- augmentation des salaires,
- réduction égale des horaires de travail,
- enquête sur les responsabilités de la répression des grèves sous le fascisme.

Les révisionnistes tentent de boycotter la lutte et de l'isoler. Disposant des moyens officiels d'information, ils les utilisent pour diffuser leurs calomnies : « la grève fait le jeu de la réaction, empêche le processus démocratique... Les ouvriers de la TAP sont très bien payés ». A la télé, ils font supprimer un reportage sur la grève.

Les travailleurs poursuivent leur lutte, le gouvernement envoie le ministre du Travail qui se fait

menaçant. Il est accueilli aux cris de « Les ouvriers vaincront ». Les ouvriers maintiennent leurs revendications et installent des piquets de sécurité.

Le lendemain, les forces du COPCON (forces de répression du MFA) occupent les locaux avec les blindés. L'armée annonce qu'elle prend le contrôle de tous les services et soumet les travailleurs au règlement militaire (pas de grève). Les travailleurs refusent de céder à l'ultimatum des militaires leur enjoignant de cesser la grève et leur assemblée générale. Les blindés les encerclent, les soldats se mettent en position de tir. Le lendemain, nouvelle intervention des forces armées pour empêcher une manifestation.

Surpris par la violence de la répression, les travailleurs cessent leur mouvement, les licenciements s'abattent : une équipe complète de 200 ouvriers. « Vous êtes allés trop loin », disent les révisionnistes.

La mobilisation des travailleurs permet la réintégration de leurs camarades licenciés.

Malgré la répression et les calomnies révisionnistes (« TAP manipulés par la CIA »), la lutte pour les revendications se poursuit : assemblées générales, rassemblement de 7 000 à 8 000 personnes devant l'administration...

Au cours de cette lutte, les travailleurs ont perdu bien des illusions sur la nature des révisionnistes et du MFA. Ils ont compris que c'est parce qu'elle échappait aux révisionnistes que leur lutte a été si durement réprimée. La démagogie révisionniste commence à perdre son emprise sur eux. En témoigne cette discussion de mécaniciens de la TAP : « Les nationalisations ? Au début, certains pensaient que ça allait apporter des améliorations. Mais devant la réalité, ils sont de moins en moins nombreux. Prenons la nationalisation des assurances : depuis, elles ont augmenté et elles seront obligatoires au mois de juin ».

« On nous a dit qu'aujourd'hui la télé est au peuple. Mais quel élément du peuple voit-on à la télé ? La télé est au peuple, mais ils ont augmenté la taxe de 300 à 500 escudos. C'est ça la démocratie ? »